

consommateurs veulent avant tout une viande de qualité et surtout bon marché ». Mais le sujet est perçu comme « *très dangereux* » car les populations ignorent l'existence de certaines pratiques controversées (castration, caudectomie...). La définition du bien-être et son évaluation objective sont jugées difficiles par les groupements qui déplorent une approche souvent anthropomorphique. Ils justifient les pratiques douloureuses comme 'un mal pour un bien' : « *contre l'élevage sur caillebotis, la castration, la coupe des dents et de la queue et la densité, il n'y a pas grand chose à faire. Il existe des raisons pour lesquelles on le fait. Si on ne coupe pas les queues, le cannibalisme se développe et ce n'est pas ce qu'on peut appeler le bien-être* ». Ils soulignent la contradiction entre la baisse de production qu'induirait les exigences de bien-être animal (surcoûts, désintérêt des éleveurs) et le rôle de l'élevage pour l'approvisionnement alimentaire et l'emploi en France.

2.1.3. Les antibiotiques en élevage

La troisième préoccupation de la société perçue par les responsables de groupements est l'usage des antibiotiques en élevage. Sur ce point, ils soulignent que « *de gros efforts ont été faits* » et se poursuivent.

2.2. Actions mises en œuvre ou envisagées

2.2.1. « On respecte les normes »

Le premier argument des groupements est celui du respect de la réglementation qui conduit à faire évoluer les pratiques et offre un haut niveau de garantie pour le consommateur. Les acteurs rencontrés estiment que la production porcine française a atteint une très bonne maîtrise de la gestion des impacts environnementaux grâce aux nombreuses solutions aujourd'hui disponibles : traitement des déjections, racleurs, lavage d'air, enfouissement du lisier lors de l'épandage, insertion paysagère des bâtiments, diagnostic énergie... Mais ils craignent que l'usage des meilleures techniques disponibles ne devienne obligatoire et pénalise les petits producteurs.

2.2.2. Démédication

Face à la demande de réduction de l'usage des antibiotiques en élevage, très cohérente avec le raisonnement économique des élevages, la filière a pris des mesures : biosécurité, plan écoantibio et détermination (travail important des vétérinaires sur la prévention). Tous soulignent la nécessité de recherches sur les vaccins et les alternatives aux antibiotiques. Un groupement développe un label « porc sans antibiotique ».

2.2.3. Communication

La reconnaissance d'erreurs passées comme "*des comportements négatifs dans les années 90, mêlant des procédés non démocratiques, de l'arrogance, des menaces et une tendance à croire que tout était permis*" traduit un changement de mentalité. Depuis quelques années, reniant l'adage « *vivons heureux, vivons cachés* », la filière a pris en main sa communication, souvent de manière collective par ses

organisations représentatives. Les éleveurs, pièce maîtresse de cette reconquête d'image, sont formés à la communication. Des portes ouvertes en élevage sont organisées pour faire connaître la réalité de l'activité même si « *elles n'attirent que les convaincus* » ou donnent « *l'impression de vider la mer avec un dé à coudre* ». Cependant, les visiteurs « *sont agréablement surpris des conditions de vie des animaux* » selon les enquêtes effectuées.

2.2.4. Pratiques en élevage : jusqu'où communiquer ?

La population étant jugée peu informée, la communication sur des pratiques d'élevage plus respectueuses du bien-être animal fait craindre d'éveiller surtout des oppositions. Deux stratégies opposées sont évoquées : faire profil bas, « *ne pas faire de vagues* » ou, au contraire, informer le consommateur pour prévenir les crises. Des entretiens, ressort la conscience qu'il ne faut pas reproduire la mauvaise gestion de la problématique environnementale qui a conduit à une perte de crédibilité.

2.2.5. Un seul modèle gagnant, donc pas de segmentation ?

Si tous les groupements s'accordent sur la nécessité d'indiquer l'origine française de la viande (par le logo « le porc français »), ils divergent sur l'intérêt des productions différenciées pour améliorer l'image de la production dans l'opinion publique. Globalement, ils n'envisagent pas de croissance des ventes de porcs biologiques ou sous labels car « *le porc est une viande peu chère, de tous les jours, les consommateurs ne sont pas prêts à payer plus* ». Certains sont catégoriques : « *un seul modèle est gagnant : le système productif, qui permet de nourrir les gens à grande échelle. Les autres sont des niches réservées aux bourgeois bohèmes* ».

CONCLUSION

Les responsables rencontrés ressentent un décalage entre la vision de la société et la réalité des élevages. S'ils semblent percevoir que ce qui est rejeté et démonté « *pièce par pièce* » par les associations est le mode intensif et industriel de production, ils n'envisagent pas sa remise en cause. L'enjeu que représente le bien-être animal semble sous-estimé par certains ; il est pourtant la plus forte préoccupation des jeunes adultes, selon une enquête réalisée en 2014 (Roguet *et al.*, 2015). La filière apparaît craintive dans ses initiatives, face au risque d'exacerber la compétition entre groupements ou de dévoiler certaines pratiques d'élevage, et plutôt attentiste. Une stratégie proactive et collective de réponse aux attentes sociétales ne se dessine pas, contrairement à ce qui s'observe dans d'autres pays (Roguet et Rieu, 2014).

REMERCIEMENTS

Ce travail a bénéficié du soutien financier du GIS Elevages Demain et du programme national de développement agricole et rural du Ministère de l'Agriculture.

Les auteurs remercient vivement les personnes rencontrées pour leur accueil et leurs témoignages.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Delanoue E., Roguet C., Selmi A., 2014. Contestation sociale de l'élevage porcin en France : regards croisés de professionnels de la filière et d'association. Journées Rech. Porcine, 46, 235-240.
- Lesage M., 2013. Statut et droits de l'animal d'élevage en France : évolution, enjeux et perspectives. Centre d'études et de prospective. Analyse N° 58 - Juillet 2013, 4 pages.
- Roguet C., Rieu M., 2014. La filière porcine allemande face aux demandes de société : des labels privés à l'initiative collective. Les Cahiers de l'IFIP, 1(1), 1-12.
- Roguet C., Delanoue E., Disenhaus C., Le Cozler Y., 2015. Perception de l'élevage par des jeunes adultes en France en 2014. Journées Rech. Porcine, 47, 227-228.